

Quel modèle de financement pour répondre aux ambitions de l'enseignement supérieur ?

Commission de l'Éducation, de la culture et de la communication (ECC)
Conseil économique, social et environnemental (CESE)

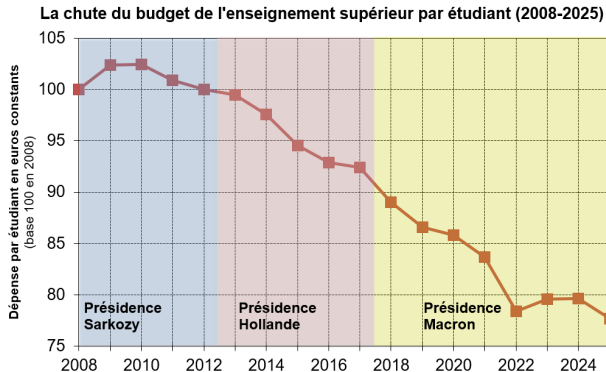
Julien Gossa

Université de Strasbourg, Laboratoire SAGE, et CPESR

@JulienGossa.cpesr.fr gossa@unistra.fr

23-04-2025

Investissement dans l'ESR (P150 / nombre total d'étudiants)

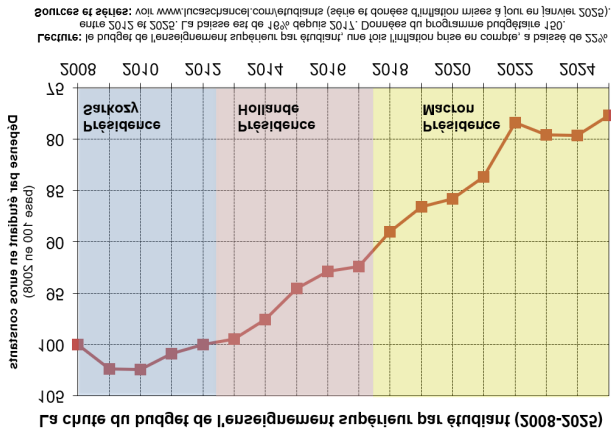


Lecture: le budget de l'enseignement supérieur par étudiant, une fois l'inflation prise en compte, a baissé de 22% entre 2012 et 2025. La baisse est de 16% depuis 2017. Données du programme budgétaire 150.

Sources et séries: voir www.lucaschancel.com/etudiants (série et données d'inflation mises à jour en janvier 2025).

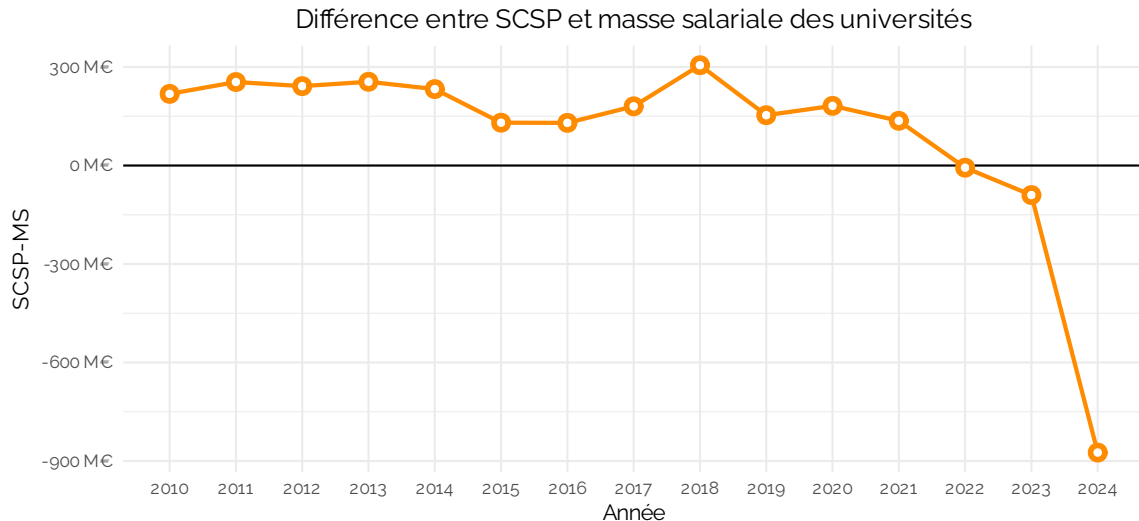
Pour une année-étudiant : si 5 k€ en 2009, 4 k€ en 2025.

Productivité de l'ESR (nombre total d'étudiants / P150)



Pour 1 M€ : si 200 années-étudiant en 2009, 250 années-étudiant en 2025.

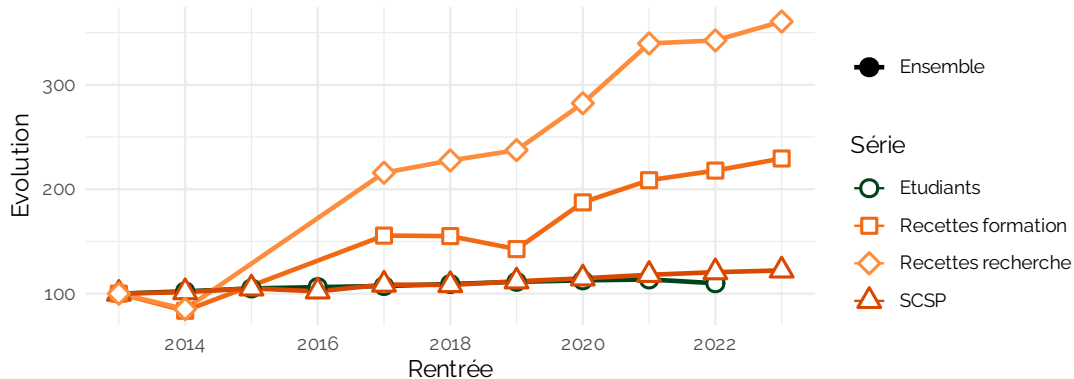
SCSP vs. dépenses de personnel



SCSP vs. Ressources propres

Evolution des recettes propres vs. SCSP et nombre d'étudiants

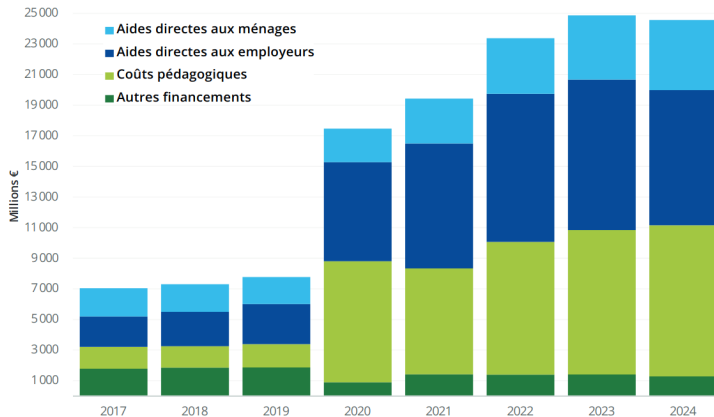
Droits d'inscription, DU, VAE, formation continue, taxe d'apprentissage / ANR, ERC, contrats d



Plus les filiales (fondations, filiales commerciales, écosystème start-ups, etc.).

Dépense nationale pour l'apprentissage

Graphique 8. Répartition de la dépense nationale pour l'apprentissage



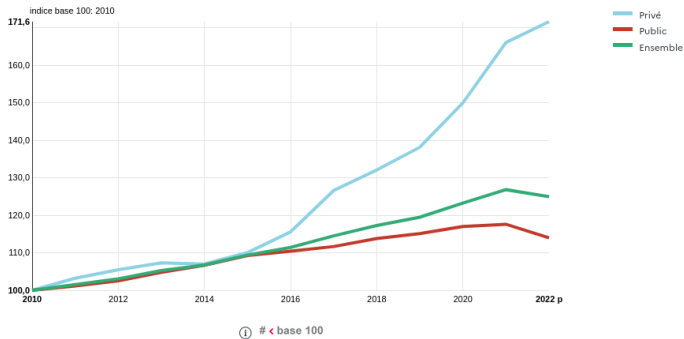
Dares, France Compétences, IGAS/IGF, Ministère du Budget, Unedic, calculs de l'auteur.

Cf. note tableau 1.

Développement du secteur privé (lucratif)

10.03 | Évolution des inscriptions dans les établissements d'enseignement supérieur (en milliers, base 100 en 2010)

France métropolitaine + DROM



P Provisoire.

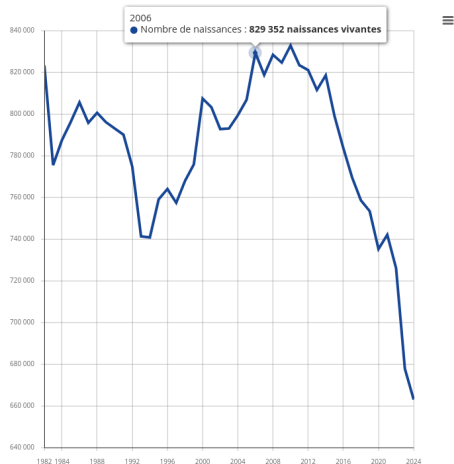
Source | MESR-DGESIP/DGRI-SIES



Source : EERS https://publication.enseignementsup-recherche.gouv.fr/eers/FR/EESR17_ES_10/les_etudiants_dans_les_filières_de_formation_depuis_1960_croissance_et_diversification/

Stagnation éducative / Déclin éducatif : Une opportunité

Naissances vivantes



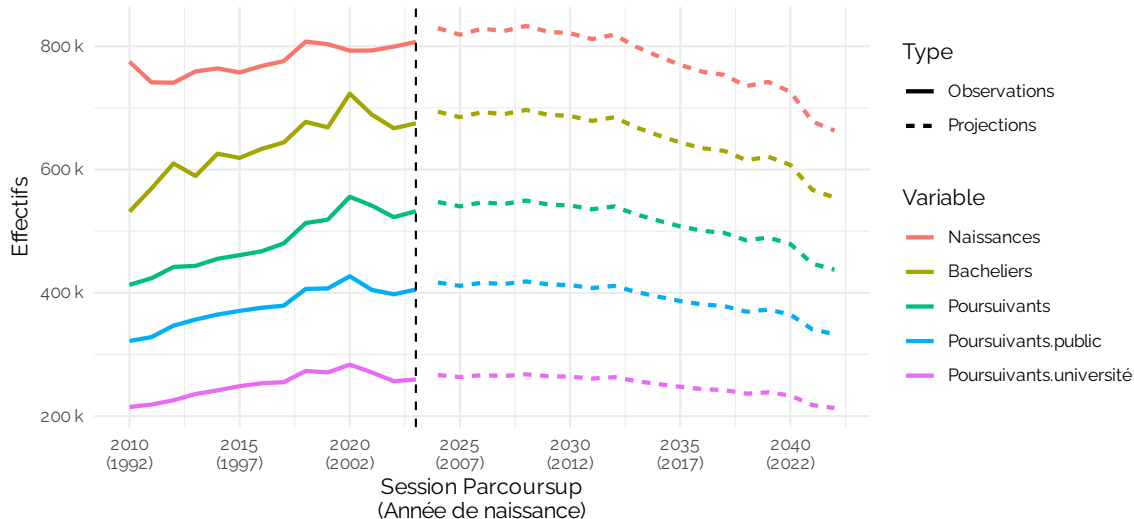
Note : donnée 2024 provisoire arrêtée à fin 2024.

Lecture : en 2024, 663 000 enfants sont nés vivants.

Champ : France hors Mayotte jusqu'en 2013 et y compris Mayotte à partir de 2014.

Source : Insee, statistiques et estimations d'état civil.

Stagnation éducative / Déclin éducatif : Réorienter les flux étudiants ?



Perspective actuelle : réduire le volume de service

FERMETURES DE FORMATIONS : LES UNIVERSITÉS DOIVENT FAIRE PREUVE DE "COURAGE"

Dans cette perspective, il souhaite "mettre en place la transparence sur ce qu'il y a au bout d'une formation", à savoir le nombre d'étudiants effectivement diplômés et leur insertion professionnelle. "C'est la révolution que j'ai demandée pour la rentrée prochaine", rappelle-t-il ([lire sur AEF info](#)).

"Quand vous avez des formations où vous avez une minorité de jeunes qui vont à l'examen, qui ont après un diplôme et quasiment aucun qui ont un emploi... [...] Les universités doivent [...] avoir le courage de dire 'on ne laisse pas ouvertes des formations parce qu'on a des profs sur ces formations'", lance-t-il, sans toutefois donner d'exemple de cursus concerné. *A contrario*, il souhaite "développer des formations plus courtes, plus qualifiantes et au plus près du terrain", "dans des villes périphériques où le coût de la vie est moins important".

je sais combien elle y croit, on simplifie le système d'évaluation, qu'on en réduise drastiquement le nombre et la fréquence, mais qu'on bâtit un consensus pour en tirer vraiment les conséquences. Aujourd'hui, une mauvaise évaluation n'a aucune conséquence, quasiment sur une équipe de recherche. Ça veut dire que collectivement, si on veut qu'il y en ait moins, il faut qu'on accepte de se dire que sur une équipe de recherche qui a une mauvaise évaluation, on accepte de la fermer mais qu'à l'inverse, une équipe qui a une bonne évaluation, on sait lui faire confiance et lui donner un financement d'équipe de 3 ans, 5 ans qui va lui permettre de ne pas aller chercher des projets, de se concentrer sur sa recherche fondamentale ou sur la recherche de grands projets européens ou de contrats partenariaux, etc. Deuxième pilier d'évaluation.

● Emmanuel Macron, Présidence de la République, 2023

<https://www.aefinfo.fr/depeche/698571-pour-etre-plus-efficace-l-universite-doit-faire-davantage-contribuer-ceux-qui-ont-le-plus-de-moyens-emmanuel-macron>
<https://www.elysee.fr/front/pdf/elysee-module-22053-fr.pdf>

COMP100% : pour augmenter la performance ?

- Principe : conditionner 100% de la SCSP à la « performance »
 - **Notion de « performance » non consensuelle, polymorphe et changeable**
 - Extrêmement risqué dans des mains extrêmes.
- Conditionner y compris le traitement des fonctionnaires
 - **Pas de réduction stratégique du volume sans licenciements économiques**
 - Nécessite une réforme statutaire d'ampleur
- Conditionner y compris les performances cœur de métier
 - Réussite, Insertion professionnelle (et production scientifique ?)
 - Calculée par des outils administratifs : InserSup, Fresq, Quadrants, (HAL, OpenAlex), ...
 - **Voué à l'échec : Loi de Goodhart**

Loi de Goodhart

« **Quand une mesure devient un objectif, elle cesse d'être une bonne mesure** »

- Taux de réussite : On ne va pas mieux enseigner, mais seulement mieux noter.
- Production scientifique : On ne va pas mieux chercher, mais seulement plus publier.

Quel modèle de financement pour répondre aux ambitions de l'ES ?

Tout dépend des ambitions que l'on donne à l'enseignement supérieur, dans un monde

- Post-massification, post-croissance économique, post-croissance démographique. . .
- Crises démocratique, diplomatique, économique, informationnelle, écologique. . .

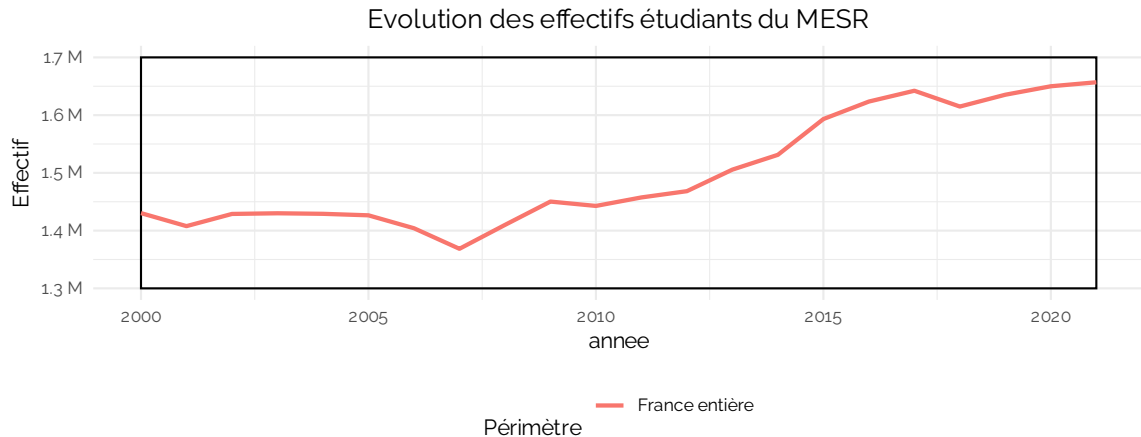
Angle missions

- De 3 à 11 missions depuis 2000, sans priorité claire : nécessité de remise à plat
- BTS/Ecoles assez clair ; Privé aussi (dans un certain sens) ; ONR également
- Université : crise des ambitions, insertion professionnelle et Excellence peinent à faire sens

Angle contrôle/autonomie aux différents pouvoirs

- (vrais) Frais d'inscription : accroissement du contrôle des familles (fortunées ou endettées)
- Fondations/filiales : accroissement du contrôle des entreprises
- Agences : accroissement du contrôle de l'Etat
- COMP : accroissement du contrôle de l'exécutif
- SCSP : accroissement de l'autonomie à tous ces pouvoirs

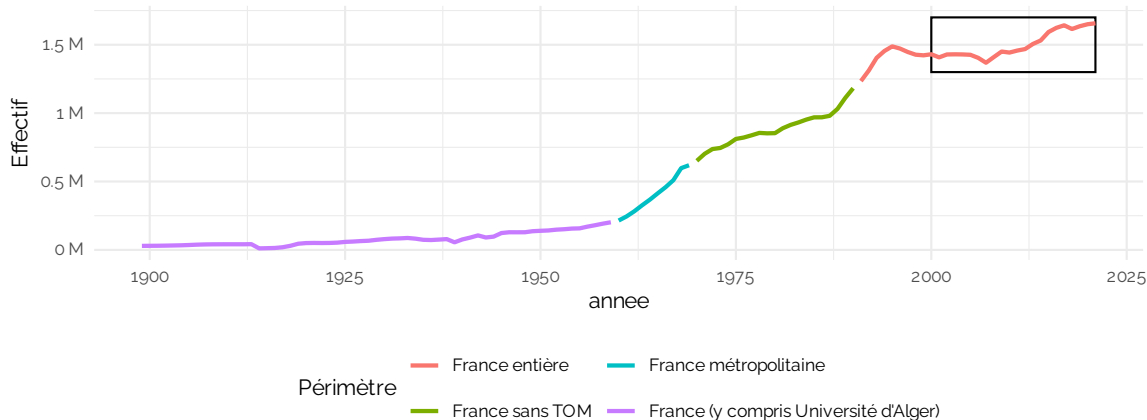
Stagnation éducative / Déclin éducatif : illusion démographique



Julien Gossa et Kevin Hédé, Camille Noûs - CPESR LO 2.0 cpesr.fr
Source : Données collectées par Kevin Hédé

Stagnation éducative / Déclin éducatif : illusion démographique

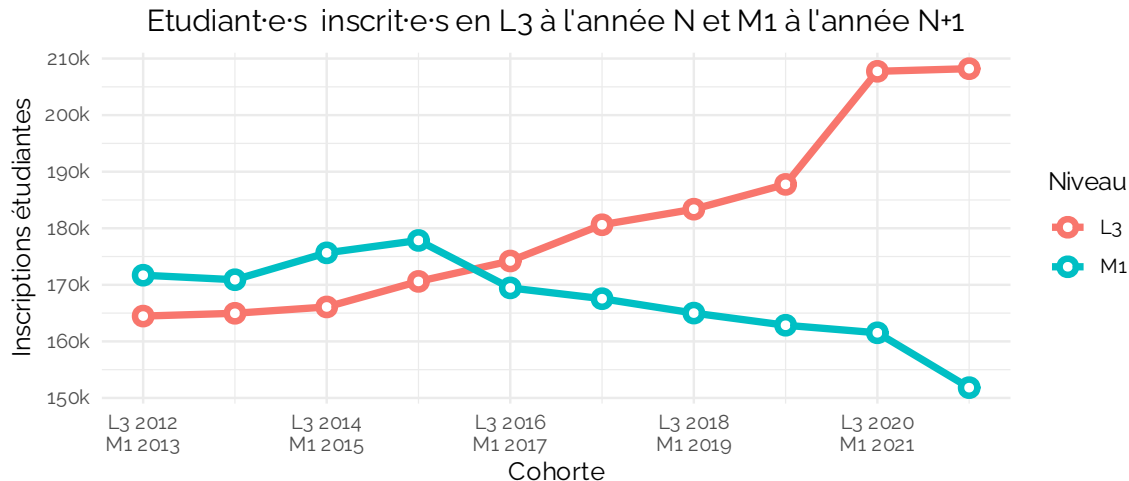
Evolution des effectifs étudiants du MESR



Julien Gossa et Kévin Hédé, Camille Noûs - CPESR LO 2.0 cpesr.fr
Source : Données collectées par Kevin Hédé

La valeur des diplômes en question

« Réussite » vs. « exigence » / Capital humain vs. Signal



Objectifs de la nation : « Excellence scientifique »

INDICATEUR

1.1 – Production scientifique des opérateurs du programme

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2022	2023	2024 (Cible PAP 2024)	2025 (Cible)	2026 (Cible)	2027 (Cible)
Part des publications de référence internationale des opérateurs du programme dans la production scientifique mondiale	%	1,1 (valeur semi-définitive)	1,0 (estimation)	0,9	0,9	0,9	0,9
Part des publications de référence internationale des opérateurs du programme dans la production scientifique européenne (UE 27)	%	5,6 (valeur semi-définitive)	5,4 (estimation)	5,2	5,2	5,2	5,2
Reconnaissance scientifique des opérateurs du programme	indice	0,95 (valeur semi-définitive)	0,93 (estimation)	0,91	0,9	0,9	0,9

Source : Projet annuel de performances PLF 2025 <https://www.budget.gouv.fr/documentation/documents-budgetaires/exercice-2025>

Objectifs de la nation : Massification éducative

- 80% d'une classe d'âge au Bac
- 50% d'une classe d'âge diplômée du supérieur

Indicateur 1.5 : **Admission dans l'enseignement supérieur**

(du point de vue de l'utilisateur)

	Unité	2022	2023	2024 (Cible PAP 2024)	2025 (Cible)	2026 (Cible)	2027 (Cible)
Part des néo-bacheliers ayant obtenu au moins une proposition à la fermeture de Parcoursup	%	94,8	95	94,5	93,5	93,5	93,5

Source : Projet annuel de performances PLF 2025

<https://www.budget.gouv.fr/documentation/documents-budgetaires/exercice-2025/projet-loi-finances-les/budget-general-plf-13>

Discours : Réussite vs. Exigence

"Il est temps d'assumer que les deux cycles [licence et master] n'ont pas les mêmes missions et ne doivent donc pas être organisés de la même manière."

AEF info : Vous avez beaucoup parlé du premier cycle. Quelle est votre vision pour les niveaux master et doctorat ?

Anne-Sophie Barthez : Il est temps d'assumer que les deux cycles n'ont pas les mêmes missions et ne doivent donc pas être organisés de la même manière. Le premier cycle doit accueillir le plus

grand nombre d'étudiants, les faire réussir malgré la diversité des profils et jouer le jeu de l'ancrage territorial. Le master et le doctorat constituent en revanche des formations très largement irriguées par la recherche et pour lesquels l'exigence est de mise. C'est la raison

- Anne-Sophie Barthez, DGESIP, 2019
- Frédérique Vidal, MESR, 2021

<https://www.aefinfo.fr/depeche/616359>

<https://www.lefigaro.fr/actualite-france/frederique-vidal-l-enjeu-est-de-preserver-le-taux-d-insertion-professionnelle-20210921>

🔒 Réservez aux abonnés

Frédérique Vidal: «L'enjeu est de préserver le taux d'insertion professionnelle»

Par **Caroline Beyer**

Publié le 21 septembre 2021 à 19h36, mis à jour le 21 septembre 2021 à 19h36

[Frédérique Vidal](#) [Master](#) [Université](#)

🔗 Copier le lien ✉️ f X in



Frédérique Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation. Jean-Christophe MARMARA/Le Figaro

ENTRETIEN - La ministre de l'Enseignement supérieur a annoncé la création de 4400 places en master à l'université. Elle défend toutefois le maintien de l'exigence en master, garante d'une insertion professionnelle réussie.

PUBLIC/PRIVÉ : "LA SEULE FRONTIÈRE QUI COMPTE EST CELLE DE LA QUALITÉ" (T. COULHON)

"Ce qui nous plaît avec l'UGEI, c'est son indépendance, elle n'est pas enfermante car il n'y a pas que des Eespig", déclare également la Dgesip, Anne-Sophie Barthez, invitée de cette table ronde. Elle appelle à "encourager cette diversité de l'enseignement privé", qui a selon elle pour atout la bonne insertion professionnelle de ses étudiants.

"Il y a des frontières qui méritent d'être discutées, comme le statut Eespig", estime quant à lui Thierry Coulhon, président du HCERES, également invité par l'UGEI. "Il ne faut pas faire de cette frontière quelque chose d'absolu. Cela n'est ni nécessaire ni pertinent. Pour le HCERES, ce n'est pas le statut qui compte, ni le modèle économique. La seule frontière qui compte est celle de la qualité", développe-t-il.

- Thierry Coulhon, Hcéres et Anne-Sophie Barthez, DGESIP, 31/03/2023

<https://www.aefinfo.fr/depeche/690094-privé-lucratif-nous-n-opposons-aucune-categorie-d-etablissement-a-s-barthez-dgesip>

Discours : Rémunérations vs. dotation

M. le président. La parole est à Mme la ministre.

Mme Sylvie Retailleau, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche. Monsieur le sénateur, nous suivons de très près et avec la plus grande attention la situation de l'ensemble des universités, qui - vous l'avez rappelé - sont confrontées à d'importants surcoûts. Le 12 juin dernier, mon collègue Stanislas Guerini a annoncé, pour l'ensemble de nos agents, des mesures de revalorisation salariale, ce dont nous pouvons nous réjouir.

En 2024, nous compenserons aux établissements au moins 50 % des surcoûts liés aux mesures qui portent sur le point d'indice. Je vous confirme par ailleurs que des compensations ciblées seront allouées aux plus fragiles d'entre eux. Nous porterons ainsi la compensation globale à hauteur de 60 %. Pour l'année 2023, la revalorisation du point d'indice sera compensée à hauteur globale de 70 % et profitera aux universités dans les semaines à venir.

Les données fournies par les établissements indiquent qu'au moins 1 milliard d'euros de leurs réserves financières sont libres d'emploi, somme à mettre en regard avec un reste à charge sur les mesures salariales, qui devrait atteindre au maximum 150 millions d'euros sur l'année 2024. Ces réserves disponibles doivent donc permettre aux établissements d'absorber l'effort exceptionnel demandé - il doit rester exceptionnel -, sans renoncer aux investissements programmés ni à leurs recrutements.

• Sylvie Retailleau, Ministre ESR en 2023

Question orale n°0915S « Situation budgétaire des universités et particulièrement de Le Mans Université »

<https://www.senat.fr/questions/base/2023/qSEQ23110915S.html>